

Paris assure « son attachement au désarmement », mais dans « un environnement général de sécurité »

Armement nucléaire: la France hostile au traité d'interdiction

Défense

Entré en vigueur début 2021, mais rejeté par les puissances nucléaires, le Traité d'interdiction des armes nucléaires a tenu sa première réunion du 21 au 23 juin à Vienne (Autriche) en présence de plusieurs Etats européens, membres de l'UE et de l'Otan. **Alliance nucléaire, l'Otan tiendra, elle, son sommet des chefs d'Etat et de gouvernement mercredi 29 et jeudi 30 juin à Madrid (Espagne), essentiellement consacré à la crise ukrainienne.** En août, la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire aura lieu à New York avec deux ans de retard sur le calendrier initial.

Jean-Dominique Merchet

LE CONFLIT EN UKRAINE A BRUTALEMENT fait resurgir la peur d'une guerre nucléaire en Europe. C'est en effet à l'abri de sa dissuasion nucléaire que la Russie a envahi son voisin, empêchant même les alliés de l'Otan d'intervenir directement pour soutenir Kiev, par crainte d'une escalade. Les experts parlent de « sanctuarisation agressive » ou de « dissuasion offensive ». Pour le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, interrogé par Le Point, « la rhétorique nucléaire de Vladimir Poutine est dangereuse ».

Il n'y a pas que la Russie. Les négociations avec l'Iran sont toujours dans l'impasse, suite à la dénonciation par les Etats-Unis du traité JCPOA de 2015 ; la Corée du Nord développe toujours ses capacités et préparerait un nouvel essai atomique. Toutes les grandes puissances nucléaires, dont la France, modernisent et renouvellent leurs arsenaux : la Chine accroît le nombre de ses têtes ; c'est également le cas du Royaume-Uni (de 180 à 260 potentiellement). Surtout, les mécanismes de contrôle des armements sont peu à peu démantelés, à l'exception du traité russo-américain New Start, prolongé jusqu'en 2026. Les Etats-Unis et la Russie possèdent, à eux deux, 90% des têtes nucléaires dans le monde.

C'est dans ce contexte que se tient, mercredi 29 et jeudi 30 juin à Madrid, un sommet de l'Otan. Les alliés y adopteront un nouveau « concept stratégique » de l'Alliance atlantique. La doctrine de l'Otan est qu'« aussi longtemps

La Russie n'est pas explicitement mentionnée dans le texte, à la demande de certaines délégations africaines

qu'il y aura des armes nucléaires, l'Otan restera une alliance nucléaire ». C'est-à-dire que le territoire des Etats membres est *de facto* « sanctuarisé » par la dissuasion nucléaire, essentiellement américaine.

« Tant qu'il y aura des armes nucléaires... » C'est la question qui a été posée la semaine dernière à Vienne (Autriche) lors de la première réunion des Etats signataires du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce texte, adopté en 2017, est entré en vigueur en janvier 2021, après que 50 Etats l'ont ratifié. Ils sont désormais 65, sur les 86 qui l'ont signé. Aucune des neuf puissances nucléaires (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France, Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord) ne figure parmi eux.

Panne. Le TIAN suscite au contraire leur hostilité. Les cinq Etats dits « dotés » au regard du droit international (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France) ne cachent pas leur opposition à ce texte. Début janvier 2022, ils ont adopté une déclaration commune en réponse au TIAN, affirmant « qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée ».

Plutôt qu'une interdiction, ils considèrent que le Traité de non-prolifération (TNP) doit rester « la pierre angulaire » de la sécurité internationale. Le problème est que ce traité, conclu en 1968, est en panne. Avec le TNP, les cinq Etats « dotés » se sont engagés à réduire leur arsenal nucléaire. On en est loin...

On devrait le constater en août prochain, lors de la « conférence d'examen » qui se tiendra à New York, avec deux ans de retard sur le calendrier initialement prévu, en partie, à cause du Covid. C'est pour répondre à cette panne du TNP



SIPA PRESS

Un Rafale porte un missile air-sol de moyenne portée amélioré, sans charge nucléaire, lors d'exercices en juin 2015 en France.

qu'est né le projet d'un nouveau texte. Aux Nations Unies, l'initiative d'Etats (non nucléaires) en faveur d'un traité d'interdiction, a abouti au TIAN et à l'obtention du Prix Nobel de la paix 2017 pour Ican, l'ONG qui milite dans ce sens.

Très attachée à sa dissuasion nucléaire (comme à son siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu), la France y est hostile. « La France ne soutient pas ce traité profondément irréaliste qui soulève des difficultés importantes et comporte des lacunes », explique une source diplomatique française. Paris aurait même refusé la délivrance de visa Schengen à des délégations africaines souhaitant se rendre à Vienne pour la réunion du TIAN...

Débat politique. L'agacement français est d'autant plus sensible que l'Europe est désunie, alors que Paris est sur la même ligne que Washington et Londres. Trois Etats membres de l'UE adhèrent en effet au traité d'interdiction : l'Autriche - très active sur le dossier - l'Irlande et Malte. Surtout, plusieurs autres pays européens étaient représentés à la conférence de Vienne avec le statut d'observateurs : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Finlande ou la Suisse.

A l'exception de la Suisse, il s'agit de membres (ou de candidats) de l'Otan. Très liée aux Etats-Unis, l'Australie était également observatrice. La participation d'alliés européens, dont l'Allemagne, passe mal à Paris, où une source diplomatique explique qu'« aller à cette conférence, c'est déjà exprimer un soutien ». En France, le débat politique sur le nucléaire militaire n'existe quasiment pas, mais dans leurs programmes pour les législatives, les quatre partis de gauche de la Nupes (dont le PS) demandaient que la France « participe comme membre observateur au TIAN ». Via le Saint-Siège, l'Eglise catholique soutient également le TIAN.

Dans leur déclaration finale, les Etats signataires du TIAN affirment qu'ils « n'auront de cesse tant que le dernier Etat n'ait adhéré au Traité, que la dernière ogive n'ait été démantelée et détruite et que les armes nucléaires n'aient totalement disparu de la Terre ». Le TIAN laisserait jusqu'à quinze ans aux Etats signataires pour détruire leur arsenal. Sur l'Ukraine et la Russie, la déclaration exprime « son inquiétude et sa consternation face aux menaces d'utilisation d'armes nucléaires et à la rhétorique nucléaire de plus en plus stridente », « condamnant sans équivoque toutes les menaces nucléaires, qu'elles soient explicites ou implicites ». Toutefois, la Russie - critiquée lors de la conférence - n'est pas explicitement mentionnée dans le texte, à la demande de certaines délégations africaines.

Face au TIAN, la diplomatie française rappelle « son attachement au désarmement nucléaire », mais dans « un environnement général de sécurité ». A Paris, la Russie et la Chine sont, seules, pointées du doigt. Une source diplomatique insiste sur les efforts importants de la France dans le désarmement, mais ceux-ci remontent aux années 1990 (fin de la composante sol, arrêts des essais et de la production de matières fissiles). Lors de la conférence du TNP en août, la France soutiendra deux initiatives : l'adoption d'un traité interdisant la production de matières fissiles (uranium enrichi ou plutonium) et l'entrée en vigueur de l'interdiction complète des essais nucléaires. Mais, faute de consensus entre les puissances nucléaires, les chances d'aboutir sont très modestes.

@jdmerchet

« Avec l'Ukraine, il faudra travailler plus avec une force militaire qu'économique », selon le politologue Herfried Münkler

« Une politique de puissance refait surface »

Stratégie

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré samedi à son homologue biélorusse que **Moscou fournirait à Minsk des systèmes de missiles capables de transporter des armes nucléaires**, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères.

Interview Luc André (à Berlin)

SPÉCIALISTE DES IMPÉRIALISMES, le politologue allemand Herfried Münkler livre à l'Opinion sa vision de la nouvelle ère stratégique révélée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. A ses yeux, l'Union européenne doit changer de nature, devenir un acteur politique, pour garder un rôle dans un monde multipolaire où démocratie et régimes autoritaires se font face.

Comment expliquer l'erreur d'appréciation des Allemands sur les intentions russes ?

Face à la volonté de Vladimir Poutine de modifier l'ordre européen - c'était perceptible au plus tard après la guerre en Géorgie en 2008 - les Européens, et les Allemands au premier chef, ont misé sur une intégration croissante de la Russie dans les circuits économiques continentaux avec l'espoir que les transferts de prospérité atténueraient la nostalgie d'une grandeur géopolitique passée. Ce modèle est assez évident pour les Allemands. Après 1871, la France a été une puissance révisionniste, après 1919, l'Allemagne a adopté ce rôle. Mais à partir des années 1950, la prospérité a réussi à faire taire les revendications territoriales. Cela explique peut-être, a posteriori, pourquoi la classe politique allemande ne pouvait pas s'imaginer que Poutine fasse une croix sur les énormes rentrées d'argent issues de la vente de gaz et de pétrole pour ramener l'Ukraine au sein de la fédération de Russie.

Quelles conséquences entraîne le changement de paradigme, en particulier pour l'Allemagne ?

Il entraîne des sacrifices en termes de prospérité avec la hausse des prix en général. Mais aussi car les 2% du PIB de dépenses militaires ne suffiront pas. Il existe des conséquences pour l'UE. L'Allemagne jouissait d'une puissance principalement économique en échange du renoncement à une grande force militaire. On demande désormais à l'Allemagne de bâtir cette force militaire et de prendre un rôle leader en Europe, c'est un changement fondamental.

L'Allemagne traîne à accomplir sa mue et, par exemple, à livrer des armes à l'Ukraine...

Les livraisons pourraient aller plus vite. Mais les responsables allemands rechignent à être les premiers à livrer du matériel propre et non des vieux chars soviétiques. Toutefois, la coalition a compris que l'Ukraine est en passe de perdre de la guerre si elle ne change pas de ligne.

Peut-on comparer la volonté d'intégrer l'Ukraine à l'UE à l'adhésion, très politique, de la Grèce en 1981 ?

Je ne crois pas, en effet, que les considérations économiques jouent le moindre rôle. C'est la pression de la situation de ne pas pouvoir abandonner l'Ukraine. Les Européens s'engagent sur un chemin qui les contraint à passer d'une alliance qui peut se limiter à stabiliser l'euro à un acteur politique apte à agir. En quelque sorte, c'est déjà intervenu avec l'élargissement à l'est. Mais, avec l'Ukraine, on s'engage dans un espace où il faudra travailler beaucoup plus avec une force militaire qu'économique. A long terme, on ne peut s'arrêter à l'Ukraine. La Turquie sous Erdogan se présente aussi comme une puissance



DR

« La question d'une dissuasion nucléaire européenne va sans doute se poser de nouveau », prédit Herfried Münkler.

révisionniste, en Syrie, en Ukraine et en mer Egée. La Serbie a des intentions révisionnistes en Bosnie et au Kosovo. Pour empêcher tout cela, les Européens doivent se doter de capacités dont ils ne disposent pas aujourd'hui. Les Américains qui se concentreront sur la Chine seront hors jeu.

Avec la guerre en Ukraine, deux lectures stratégiques s'opposent : un Occident revigoré par ce conflit et celle d'une Chine remettant en cause la domination occidentale. Laquelle a vos faveurs ?

Depuis quelques années, le système international actuel touche à sa fin car les Etats-Unis sont dépassés par le rôle de gendarme du monde. Je théorise un système à cinq grands acteurs. En première ligne, les Etats-Unis et la Chine. Au deuxième rang les Européens, s'ils arrivent à se muer en acteur politique, ensuite les Russes, en raison de la dimension de leur arsenal nucléaire et de la position charnière de leur territoire, et enfin l'Inde. On a d'un côté des démocraties libérales et de l'autre les systèmes autocratiques : autoritaire autocratique en Russie, autocratique technocratique en Chine. L'Inde passe pour la

« Nous assistons au retour d'un ordre mondial que nous croyions avoir laissé derrière nous avec le développement des interdépendances économiques »

plus grande démocratie du monde, mais elle est soumise au nationalisme hindou radical sous Modi et monnaie sa sympathie. Ce changement est amer face aux défis mondiaux : le changement climatique, l'endiguement de la disparition des espèces, réduction de la faim au Sud - c'est un thème actuel avec la chute des exportations ukrainiennes de céréales et d'huile - le ralentissement des migrations en provenance du Sud. Ces questions ne vont plus être traitées par la communauté internationale mais vont devenir l'objet de tractations entre ces cinq acteurs.

Vit-on la fin d'une mondialisation réglée par le droit ?

L'ordre international réglé par le droit était encore en construction et à un état rudimentaire. Prenons l'exemple de la persécution des Ouïghours. Les Chinois ont opposé qu'il s'agissait d'une affaire intérieure et se sont assurés la bienveillance de nombreux pays grâce aux nouvelles routes de la soie pour ne pas être mis au pilori dans les institutions internationales. Nous entrons dans un cycle de prolifération nucléaire. L'Iran y parviendra sauf bombardements israéliens massifs, la Corée du nord poursuit ses expérimentations. Si j'étais un responsable taïwanais, je réfléchirais à me doter de vecteurs d'armes nucléaires pour garantir ma survie en tant qu'Etat indépendant. L'exemple ukrainien a montré qu'on ne peut se reposer sur un traité. La question d'une dissuasion nucléaire européenne va sans doute se poser de nouveau, que ce soit en européanisant la force de frappe française ou en se dotant de capacités européennes pour dissuader la Russie sans être dépendant des Etats-Unis.

Ne retombe pas dans d'anciens schémas ?

Nous assistons au retour d'un ordre mondial que nous croyions avoir laissé derrière nous avec le développement des interdépendances économiques. Ce modèle a aussi été enterré le 24 février. Une politique de puissance classique refait surface. Cela crée de l'inquiétude en Allemagne car cela rappelle les confrontations du XIX^e et XX^e siècle. On peut avoir cette position mais il faut bien s'interroger sur comment réagir face aux défis posés par Poutine. Il a d'ailleurs réussi quelque chose contre laquelle les Européens n'ont pas trouvé de réponse. Du temps de la guerre froide, les armes nucléaires servaient à rendre impossible une guerre conventionnelle. On peut dire que les menaces d'escalade de Lavrov, de Medvedev et de Poutine lui-même servent à rendre possible une victoire par une guerre conventionnelle. Pour établir l'équivalence des forces, on devrait fournir à l'Ukraine des armes capables de détruire des infrastructures sur le territoire russe. Mais on ne le fera pas en raison des menaces diffuses proférées d'usage d'armes nucléaires tactiques dans le Donbass de Poutine.